

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/N/1/ROM/1

28 août 1995

(95-2498)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 22.2 DE L'ACCORD SUR LA
MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GENERAL
SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

ROUMANIE

La Mission permanente de la Roumanie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 juillet 1995.

La législation ci-jointe reprend et précise les principes et règles énoncés dans les dispositions pertinentes de la Décision n° 673/1991 du gouvernement roumain, déjà notifiées dans le document VAL/1/Add.8/Suppl.2 du 20 mai 1992 et dûment examinées par le Comité de l'évaluation en douane.

ROUMANIE

LEGISLATION NATIONALE CONCERNANT L'EVALUATION EN DOUANE

Extrait de l'Ordonnance n° 26/1993 du gouvernement roumain

(publiée dans "Monitorul Oficial", Partie I, n° 213,
31 août 1993)

.....

"Article 8 La valeur en douane est la valeur utilisée comme base de calcul pour déterminer le montant des droits stipulés dans le tarif douanier d'importation de la Roumanie.

La valeur en douane des marchandises importées est déterminée conformément aux règles de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.

Les frais suivants s'ajoutent à la valeur en douane dans la mesure où ils ont été effectivement supportés mais n'ont pas été inclus dans le prix:

- a) frais de transport pour les produits importés, pour le parcours externe;
- b) frais de chargement, de déchargement et de manutention liés au transport des marchandises importées, réglés pour le parcours externe;
- c) coût de l'assurance pour le parcours externe.

Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut être déterminée sur la base de la valeur transactionnelle, elle sera établie conformément aux articles 2, 3, 4, 5, 6 ou 7 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Dans ce cas, les frais mentionnés dans le présent article sont calculés selon les tarifs usuels.

Article 9 La conversion en lei des prix et du montant des frais exprimés dans la monnaie d'un autre pays se fait au taux de change établi et communiqué tous les vendredis par la Banque nationale de Roumanie. Ce taux sera utilisé pour toute la durée de la semaine suivante pour la détermination de la valeur en douane des marchandises importées dont les déclarations en douane sont enregistrées durant la semaine respective.

Article 10 La valeur en douane est déterminée et déclarée par les importateurs - soit directement soit par l'intermédiaire de leurs agents agréés -, qui doivent présenter à l'administration des douanes, avec les autres documents nécessaires au dédouanement, une déclaration de la valeur en douane, accompagnée des factures ou autres documents attestant le paiement des marchandises et des frais de transport pour le parcours externe.

Le formulaire de déclaration de la valeur en douane et les instructions à suivre pour la présentation de cette déclaration sont établis par le Ministère des finances.

.....

Article 15, L' Administration des douanes peut consentir par écrit à un dédouanement temporaire
paragraphe 3 pour une période maximum de 30 jours lorsque la valeur en douane ne peut être
déterminée à la date de présentation de la déclaration. Dans ce cas, l'importateur peut
retirer les marchandises s'il fournit une garantie appropriée couvrant l'acquittement
des droits de douane et autres taxes.

.....

Article 22 Les délais d'appel concernant le montant des droits appliqué conformément au tarif
douanier d'importation, l'établissement de la valeur en douane et la détermination de
la position tarifaire sont de 30 jours à compter de la date de la notification à l'agent
économique; la décision concernant cet appel est prise par le responsable du bureau
de douane où le contrôle douanier a été effectué.

Il peut être fait appel de cette décision, dans un délai de 30 jours, auprès de la Direction
générale des douanes.

Une plainte peut être déposée auprès du tribunal compétent dans un délai de 15 jours
à compter de la date de la notification de la décision de la Direction générale des
douanes.

Article 23 Le délai de prescription applicable au paiement des droits et autres taxes dus à l'Etat
est de cinq ans à compter de la date d'enregistrement de la déclaration en douane pour
les marchandises importées.

.....

Article 26 Toute déclaration en douane ou document l'accompagnant contenant des renseignements
inexactes sur la nature, la quantité, l'origine et la valeur des marchandises est considérée
comme une infraction passible d'une amende d'un montant égal à 50 pour cent de la
valeur en douane desdites marchandises."

* * *

Ministère de l'économie et des finances

ARRETE N° 3

Conformément aux dispositions de la Décision n° 328/1991 du gouvernement, le Ministère de l'économie et des finances publie l'arrêté suivant:

- | | |
|-----------|--|
| Article 1 | Le formulaire de déclaration de la valeur en douane est établi aux fins de la détermination de la valeur en douane. Ce formulaire, ainsi que les instructions à suivre pour l'établissement de la déclaration, font l'objet des annexes n° 1 et n° 2 qui sont partie intégrante du présent arrêté. |
| Article 2 | Le présent arrêté entre en vigueur 30 jours après la date de sa publication au Journal officiel de la Roumanie. |

Le Ministre de l'économie et des finances
George Danielescu

Bucarest, le 10 janvier 1992

(Publié dans "Monitorul Oficial",
Partie I, n° 6,
24 janvier 1992)

Annexe 1

DECLARATION DE LA VALEUR EN DOUANE N°...

- | | | | |
|----|-------------------|----|-------------------|
| 1. | Acheteur | 2. | Vendeur |
| | Nom | | Nom |
| | Code | | Code |
| | Adresse | | Adresse |
| | | | |
| | | | |
3. Numéro et date du contrat
4. Numéro et date de la facture
5. Numéro et date du document de transport
6. Conditions de livraison des marchandises
- | | | | |
|----|---|---------|-----|
| 7. | Existe-t-il un lien juridique entre le vendeur et l'acheteur? | Oui | Non |
| 8. | Structure des éléments | Monnaie | lei |
- A. Prix net des marchandises
- B. Frais de livraison
- a) Frais de transport pour le parcours externe
- b) Frais de chargement, de déchargement et de manutention
- c) Coût de l'assurance
- TOTAL (a + b + c)
- C. Autres frais supportés par l'acheteur concernant les marchandises importées
9. Monnaie et taux de change
10. Valeur en douane totale (lei)
(A + B + C)
11. DECLARATION: Je, soussigné, déclare sous ma propre responsabilité que les éléments mentionnés dans le présent document, tels qu'ils sont définis par la loi, sont exacts et complets.
- | | |
|---------------------|---------------------|
| Signature | Date |
| | Déclarant |
12. Partie réservée à l'Administration des douanes
- Bureau de douane
- Code
- Numéro et date de la déclaration en douane pour des marchandises importées
- Méthode d'évaluation utilisée

Signature et cachet

Annexe 2

INSTRUCTIONS

Pour l'établissement de la déclaration de la valeur en douane

1. Identification de l'acheteur (société).
2. Identification du vendeur.
3. Numéro et date du contrat commercial relatif aux marchandises achetées.
4. Numéro et date de la ou des factures commerciales pour les marchandises importées.
5. Numéro, date et type de document de transport.
6. Conditions de livraison des marchandises stipulées dans le contrat passé entre les deux partenaires. Il convient à cet effet d'utiliser les INCOTERM de 1990 correspondant aux conditions de livraison.
7. On estime qu'il existe un lien juridique entre l'acheteur et le vendeur dans les cas suivants:
 - a) l'un fait partie du directoire ou du conseil d'administration de l'entreprise de l'autre, et réciproquement;
 - b) ils ont juridiquement la qualité d'associés;
 - c) . . . l'un est l'employeur de l'autre;
 - d) une personne quelconque possède, contrôle ou détient directement ou indirectement 5 pour cent ou plus des actions ou parts émises avec droit de vote, de l'un et de l'autre;
 - e) l'un d'eux contrôle l'autre directement ou indirectement;
 - f) tous deux sont directement ou indirectement contrôlés par une tierce personne;
 - g) ensemble, ils contrôlent directement ou indirectement une tierce personne;
 - h) . . . ils sont membres de la même famille.¹
- 8.A Prix net des marchandises, c'est-à-dire le prix que l'acheteur a payé ou doit payer au vendeur ou à toute autre personne agissant pour le compte du vendeur.
- 8.B Frais de livraison (frais de transport pour le parcours externe, frais de chargement, de déchargement et de manutention et coût de l'assurance) lorsqu'ils n'ont pas été inclus dans le prix.

¹Voir l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT, approuvé par le Décret n° 183/1980.

- 8.C Tous autres frais supportés par l'acheteur concernant les marchandises importées, qui peuvent être les suivants:
- a) commissions et frais de courtage, coût de l'emballage, etc.;
 - b) coût des produits et services fournis par l'acheteur, sans frais ou à un prix réduit, lors de la production ou de la vente des marchandises;
 - c) redevances et droits de licence;
 - d) valeur de toute partie du produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure des marchandises qui revient directement ou indirectement au vendeur.¹
9. Nom de la monnaie et taux de change utilisé pour établir le prix à la date du dédouanement.
10. Valeur en douane, en lei, obtenue en ajoutant les éléments 8.A, 8.B et 8.C.
11. Nom et titre des personnes autorisées à fournir des éléments concernant la valeur en douane. Celles-ci apposent leur signature et sont responsables de l'exactitude des renseignements figurant sur la déclaration. L'acheteur est tenu de fournir au service des douanes le nom et le titre des personnes chargées de déclarer la valeur en douane. La déclaration de la valeur en douane peut aussi être remplie et présentée au service des douanes par un déclarant ou un agent des douanes sur instruction de l'acheteur. Dans ce cas, l'acheteur est entièrement responsable des renseignements fournis aux fins de la détermination de la valeur en douane.
12. Nom et code du bureau de douane où la déclaration de la valeur en douane est présentée, et numéro et date de la déclaration en douane pour laquelle est établie une déclaration de la valeur en douane. Concernant la méthode d'évaluation, il doit être fait mention des dispositions de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, en application desquelles la valeur en douane est déterminée.

Il y a lieu de soumettre l'original de la déclaration aux fins de la détermination de la valeur en douane, sous la forme présentée à l'annexe 1, accompagnée de la déclaration d'importation et des autres documents nécessaires au dédouanement. La présentation de la déclaration de la valeur en douane ne dispense pas les agents économiques de l'obligation de fournir au service des douanes tous les documents justificatifs attestant la valeur déclarée.

Il incombe aux agents économiques d'imprimer et de présenter le document.